

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 28/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FULCHIRON INDUSTRIELLE

Chemin de St Eloi
91720 Maisse

Références : 2023-
Code AIOT : 0018100044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement FULCHIRON INDUSTRIELLE implanté aux lieux-dits "Le Brugas", "Les Combes" et "La Coste et Les Terriers" 30700 Vallabrix. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée avec une fréquence annuelle. Elle porte sur la vérification des émissions résultant de l'activité de la carrière, et précisées ci-dessous. Les suites de la dernière inspection concernant la vérification périodique des émissions canalisées relevant de la rubrique 2515 ainsi que les dispositions portant sur la collecte des effluents liquides pouvant induire des pollutions accidentelles, faisant l'objet d'une action régionale en 2023, ont été examinées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- lieux-dits "Le Brugas", "Les Combes" et "La Coste et Les Terriers" 30700 Vallabrix
- Code AIOT : 0018100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite des sables siliceux, à destination des activités industrielles. Elle a été renouvelée par arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 jusqu'au 24 juillet 2033. Outre les opérations d'extraction, le

site possède des installations de lavage et de séchage puis de stockage des sables extraits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la dernière inspection en février 2022 (relative aux émissions canalisées pour les installations liées à la rubrique 2515, art. 41 de l'AM du 26/11/12),
- Suivi de la surveillance environnementale art. 4.2 de l'AP,
- Garanties Financières art. 1.10.2 de l'AP,
- Plan d'exploitation, art. 2.2.2 de l'AP,
- Gestion des pollutions accidentelles, art. 11.2 de l'AP,
- Moyens d'intervention en cas de sinistre, art. 11.4 de l'AP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « Lettre de suite préfectorale » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 11.2	/	Lettre de suite préfectorale
5	moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 11.4	/	Lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures des retombées de poussières sédimentables	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2	/	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 1.10.2	/	Sans objet
3	Documentation - Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 2.2.2	/	Sans objet
6	Suites données à la dernière inspection	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 2 constats nécessitant des réponses de la part de l'exploitant, appelant une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures des retombées de poussières sédimentables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :-au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;-le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b); - Une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Le réseau de mesures des retombées de poussières sédimentables est constitué par 8 + 1 (au niveau de l'installation de concassage des quartzites) jauges mises en place suivant le plan présenté au tableau VI. Les caractéristiques de ces jauges, leurs implantations ainsi que la réalisation des analyses sont conformes aux prescriptions de la norme NFX 43-014 (2017). Les sources principales de poussières sont les secteurs 2 et 5 et la zone de transit de matériaux. Etant donné les encaissements constatés sur ces zones, la société déplace la station actuelle vers la trémie d'alimentation (station N°1), selon les règles édictées dans le guide des Instruments et des méthodes d'observations météorologiques, au niveau de la zone de traitement de matériaux, La seconde station(station n°2) est installée en limite de site près de la piste sur le secteur 5 au niveau du col, Une analyse comparative des données réalisée à l'issue d'un an de mesures permet d'évaluer la nécessité ou pas de conserver deux stations météorologiques sur le site. Si les données météo via les stations sur site ne sont pas utilisables, elles sont remplacées par celles de la station météorologique de Méjannes-Le-Clap pour interpréter les précipitations.</p> <p>Constats : Au regard des résultats précédents des mesures réalisées, l'exploitant est passé, sur la base de l'article 19.6 de l'AM du 22 septembre 1994, à une fréquence de mesure semestrielle. Ces mesures ont été réalisées sur les périodes du 17 juin au 18 juillet 2022 et du 7 novembre au 7 décembre 2022. Les résultats montrent le respect des valeurs réglementaires au niveau des jauges de mesure de type (b). Ainsi, les valeurs conformes permettent de maintenir une fréquence semestrielle en accord avec les dispositions de l'arrêté ministériel. La prescription de l'arrêté préfectoral fixant une fréquence strictement trimestrielle, n'est pas justifiée. Cette fréquence sera néanmoins remise en place si une mesure sur les jauges de type (b) venait à être dépassée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 1.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour des GF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives. Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé : Phase d'exploitation Période Montant en € TTC Phase quinquennale n° 1 juillet 2018 - juin 2023 824 224 Phase quinquennale n° 2 juillet 2023 - juin 2028 703 241 Phase quinquennale n° 3 juillet 2028 - juillet 2033 667 959 La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 686,1 (indice calculé à partir de l'indice TP01 de mars 2017 égal à 105 dans la nouvelle base des indices TP, en utilisant le coefficient de raccordement de l'INSEE = 6,5345).
Constats : L'acte de renouvellement de la garantie financière pour la période du 24 juillet 2023 au 23 juillet 2028 a été fourni la veille de l'inspection. Le montant est établi pour 852 596 €.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documentation - Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels sont reportés : " les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; "les secteurs identifiés sur le plan présenté au tableau IX joint au présent arrêté ; "les bords de la fouille ; "les gradins identifiés conformément à la proposition de référentiel géographique figurant dans l'expertise réalisée par l'Office National des Forêts en décembre 2012 ; " les stockages de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière ; " les courbes de niveau où cotes d'altitude des points significatifs (bords de fouille, gradins, fond de fouille, ...) ; " les zones remises en état ; " les zones qui seront remises en végétation dans le courant de l'année suivante ; " la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, les plans, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure, les résultats des dernières mesures sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, sur les vibrations, ... ; les rapports des visites et audits ; les rapports d'expertise prévus par le présent arrêté et autres rapports d'examen des installations électriques ; les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux ; les consignes prévues dans le présent arrêté ; la trace des formations et informations données au personnel ; les registres et documents prévus par le présent arrêté ; tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires.
Constats : Le plan d'exploitation a été mis à jour le 28 décembre 2022. Les côtes de fond de carreau sont respectées sur les parties en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions relatives à la défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 11.2.1 Généralités Des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconque puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes. Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières. Les récipients fixes de produits inflammables, toxiques ou dangereux portent de manière très lisible, sur un support inaltérable, la quantité stockée, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. 11.2.2 Aires et cuvettes étanches Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [..] Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : L'exploitant a mis en place 2 zones dédiées pour les opérations de stationnement et d'opération de ravitaillement des engins. La première zone concerne les véhicules opérant au niveau de l'usine.. Elle est située au niveau de la pompe délivrant le carburant. Cette zone de rétention permet la collecte des effluents d'hydrocarbures vers un débourbeur-déshuileur pouvant être à l'origine de pollution. La seconde concerne le stationnement des engins d'exploitation de la carrière. L'inspection relève que le dernier BSDD établi le 24 mai 2022 concernant l'opération de récupération des hydrocarbures (référence 2022-0505) n'est pas entièrement renseigné, notamment en ce qui concerne les parties sur la réception et le traitement du déchet. Par ailleurs, l'inspection demande à ce que la seconde zone de stationnement des engins, située au niveau de l'exploitation fasse l'objet d'une signalisation permettant de la matérialiser afin que les engins l'utilisent en bonne connaissance.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Délai de réponse : 1 mois

N° 5 : moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2019, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. La position d'un poteau incendie qui se trouve à moins de 200 mètres des installations, est signalée très visiblement. Ce poteau d'incendie peut, le cas échéant, être remplacé par une réserve d'eau après accord avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours.</p> <p>Constats : La carrière ne possède pas de poteau incendie. L'exploitant a présenté un courrier datant de 2009 adressé au SDIS proposant la mise en place d'une cuve d'eau claire de 125 m³ comme solution alternative. Il indique qu'aucune réponse n'a été apportée. Parallèlement, un incendie de forêt est intervenu l'été dernier atteignant une partie de la carrière. Les pompiers ont utilisé le bassin clarificateur de 400 m³ présent sur la carrière pour effectuer des largages par hélicoptère. L'inspection demande donc que la situation des moyens de défense incendie soit clarifiée. Pour cela, il importe que la demande auprès du SDIS soit actualisée. Ces échanges pourront également donner lieu à une collaboration renforcée, notamment par la mise en place d'exercices ou de visites des installations de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Délai de réponse : 1 mois

N° 6 : Emissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>« - pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³ ;</p> <p>« - pour les autres installations : 40 mg/Nm³ pour les installations existantes, 30 mg/Nm³ pour les installations nouvelles.</p> <p>« Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de surveillance effectué par SOCOR'AIR le 22 septembre 2022. Les résultats indiquent pour les émissions canalisées en sortie du filtre à air: mesure de poussières: 2,6 mg/Nm³ Débit 2347 m³/h L'exploitant indique qu'il a mis en place une surveillance annuelle de ces émissions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

